

renforcée par l'administration que la Jordanie a exercée sur la Cisjordanie de 1948 jusqu'à l'occupation de ce territoire par Israël, en 1967.

Bien que la Jordanie ne dispose pas elle-même de ressources pétrolières, son économie a bénéficié des retombées de la prospérité accrue des pays arabes producteurs résultant du "boum" pétrolier des années soixante-dix, sous la forme:

- d'une importante assistance économique annuelle de l'Arabie Saoudite et des Etats du Golfe;
- des envois de fonds provenant des travailleurs jordaniens dans ces pays;
- d'une demande accrue pour les exportations jordaniennes en direction de ces pays.

Compte tenu de cette forte intégration de l'économie jordanienne à celles des autres pays de la région, il n'est pas étonnant que le rythme de croissance de l'économie jordanienne (environ 10% par an durant les années soixante-dix) se soit nettement affaibli au cours des dernières années, suite au ralentissement économique affectant les Etats arabes pétroliers.

La principale préoccupation de politique étrangère de la Jordanie est de trouver une solution aux problèmes découlant du conflit israélo-arabe, particulièrement en ce qui a trait au statut de la Cisjordanie. Cette préoccupation a été particulièrement évidente au cours des dernières années et s'est manifestée par les efforts du roi Hussein visant à mettre au point, avec le chef de l'OLP, Yasser Arafat, une stratégie politique commune à l'égard d'éventuelles négociations de paix avec Israël. Après des discussions ardues, Hussein et Arafat se sont entendus, en février 1985, sur un "cadre d'action commune" en vue de négociations de paix. Leurs discussions ultérieures en vue de préciser ce cadre n'ont toutefois pas tardé à résulter en une impasse. Dans ces conditions, Hussein a annoncé, le 19 février dernier, qu'il suspendait ses efforts en vue d'établir une position politique commune avec l'OLP.

Suite à ces récents développements, la politique jordanienne est entrée dans une période de réflexion.